

Espaces sans frontières

Les aires de conservation transfrontières favorisent un contact sans précédent entre les animaux sauvages, les animaux domestiques et les populations. Selon l'initiative AHEAD (Animal Health for the Environment And Development), il est urgent de s'attaquer à la menace des maladies transmissibles.

Les aires de conservation transfrontières (ACT) cherchent à rétablir les mouvements de la faune sauvage dans des paysages plus vastes. Le concept a le mérite de dynamiser le développement économique et la conservation de la biodiversité mais en l'absence de politiques officielles de lutte contre les maladies animales, il pourrait avoir des incidences négatives sur la santé publique, l'agriculture, le commerce et même la conservation de la nature.

Avec l'essor rapide du tourisme mondial, la gestion transfrontière des ressources naturelles, en particulier de la faune sauvage, est devenue une préoccupation majeure en Afrique australe. Moteur économique clé qui associe ces initiatives pour la conservation et le développement, le tourisme dans la nature cherche à maximiser la rentabilité des terres marginales dans un secteur où cette région jouit d'un avantage comparatif mondial.

Toutefois, la gestion des maladies de la faune sauvage et du bétail domestique, y compris des zoonoses – maladies telles que la tuberculose bovine et la rage que les animaux peuvent transmettre à l'homme – dans des paysages plus vastes, reste non résolue et suscite de graves préoccupations pour la production de bétail, les marchés d'exportation et la santé publique.

Quelle que soit la capacité du tourisme consacré à la faune sauvage d'apporter la richesse dans ces régions, la réalité actuelle est que les petits agriculteurs-éleveurs qui vivent sur des terres communautaires limitrophes dépendent du bétail pour subsister. La nécessité d'équilibrer leurs moyens d'existence et la sécurité environnementale avec le développement d'activités de substitution donne lieu à un ensemble complexe de problèmes de développement. C'est l'approche intégrée qui offre le meilleur moyen de résoudre ces problèmes – une approche dans laquelle le bien-être de la faune sauvage et des écosystèmes, des animaux domestiques et des peuples d'Afrique est évalué de manière globale dans la perspective d'« une seule santé ».

On pourrait argumenter que toutes les clôtures qui ont séparé la faune sauvage du bétail depuis la fin des années 1950 ont été, à bien des égards, le moyen le plus simple de minimiser les problèmes de maladies. Or, ces clôtures ont bloqué des voies de migration vitales que la faune sauvage empruntait depuis des millénaires en période de pénurie d'aliments ou d'eau. Il va de soi que les spécialistes de la conservation se réjouissent de cette

possibilité de donner plus d'espace à la faune sauvage et des avantages qui découlent d'une gestion rationnelle de la biodiversité. Leur joie doit cependant être tempérée car il y a encore beaucoup d'inconnues – ceux qui proposent la création d'ACT doivent le faire avec prudence, sachant que l'on ne connaît pas encore parfaitement les processus et les écosystèmes.

Par exemple, les corridors écologiques peuvent servir de passerelles biologiques non seulement pour la faune sauvage mais aussi pour les vecteurs et les agents pathogènes

qu'elle transporte. Avant d'abattre les clôtures dans des régions qui, avec le temps, ont peut-être vu l'apparition de types différents d'agents pathogènes ou de parasites, il faut impérativement évaluer les risques de maladie avec la plus grande rigueur. Lorsque les politiques et les programmes de santé animale concernent des paysages transfrontières où des animaux domestiques mais aussi sauvages franchissent les frontières internationales, prendre les bonnes décisions est encore plus vital.



Le commerce connaissant un essor rapide dans le cadre de la Communauté de l'Afrique australe pour le développement (SADC), du Marché commun de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Est (COMESA) et de la mondialisation rapide, ces questions influenceront de plus en plus sur les modes de développement de nombreux pays africains. Or, il n'existe pas de politique officielle de santé animale et de lutte contre les maladies pour les aires de conservation transfrontières qui sont en train de voir le jour.

Les corridors écologiques peuvent servir de passerelles biologiques non seulement pour la faune sauvage mais aussi pour les vecteurs et les agents pathogènes qu'elle transporte.

C'est dans ce contexte que la Wildlife Conservation Society, l'UICN et d'autres partenaires ont puisé dans les idées les plus novatrices en matière de conservation et de développement sur le continent africain pour créer AHEAD – Animal Health for the Environment And Development. Des vétérinaires, des écologistes, des biologistes, des sociologues, des économistes, des agriculteurs, des gestionnaires de la faune sauvage, des spécialistes de la santé publique, etc., d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe partagent, dans le cadre de cette initiative, des idées sur les moyens de faire en sorte que la conservation et le développement se renforcent mutuellement.

Il est absolument urgent d'adopter une approche globale. Dans certaines régions d'Afrique australe, les clôtures sont déjà en train de tomber permettant à la faune sauvage et au bétail d'accéder à de nouveaux espaces et d'entrer en contact pour la première fois depuis des décennies. Certes, cela pourrait représenter un tournant pour la conservation et les revenus du tourisme dans la nature (photographie, chasse, etc.) mais il faut y regarder de plus près. Quels effets pourraient avoir ces zones transfrontières sur la santé et la survie de la faune sauvage, des animaux domestiques et des communautés humaines?

L'ACT du Grand Limpopo est l'un des plus vastes paysages voués à la conservation sur cette planète. On y trouve cinq parcs natio-

naux appartenant à trois pays différents : l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Mozambique. Des kilomètres de clôtures ont été abattus et la réunion de populations de faune sauvage séparées depuis longtemps avec toutes les nouvelles possibilités de contact entre la faune sauvage et le bétail font de la question des maladies une priorité urgente.

Le Groupe de travail pluridisciplinaire sur l'aire de conservation transfrontière du Grand Limpopo de AHEAD qui s'intéresse aux questions qui se posent à l'interface entre la faune sauvage, les animaux domestiques et la santé humaine a été établi pour étudier les moyens de garantir le succès de l'ACT en tant que forme viable et durable d'utilisation des sols. Le groupe se concentre sur trois domaines clés : la santé et les maladies animales ; l'utilisation des terres, les biens et services des écosystèmes et la santé humaine ; et la santé humaine et les moyens d'existence, la santé animale et la santé des écosystèmes. Le Groupe de travail vise à établir le lien entre toute la gamme des acteurs concernés aux niveaux local, national et régional et à les aider. Les régimes fonciers et d'aménagement des sols dans l'ACT du Grand Limpopo comprennent des parcs nationaux, des réserves de faune voisines, des zones de chasse, des zones de conservation, des zones d'agriculture irriguée et des terres communales sous régime foncier traditionnel entre les uns et les autres.

Les maladies telles que le paludisme, l'anthrax et la trypanosomiase (*nagana* – la maladie du sommeil du bétail) jouent un rôle important dans le développement général de la région de l'ACT du Grand Limpopo. La fièvre aphteuse continue d'être un fléau pour l'élevage et les mesures de lutte ont de graves incidences secondaires sur la faune sauvage dans le sud est du Zimbabwe et dans le nord est de l'Afrique du Sud à proximité du Parc national Kruger. Les contacts qui se multiplient entre la faune sauvage, les animaux domestiques et les êtres humains ne font qu'accroître les risques d'émergence ou de résurgence de maladies. Le VIH/sida et la propagation de la tuberculose bovine sont les menaces les plus récentes pour le bien-être humain et le développement dans toute la région.

C'est la raison pour laquelle la perspective « une seule santé » est si importante – pour les politiques de gestion durable des ressources et les décisions concernant l'aménagement des sols, pas seulement dans l'ACT du Grand Limpopo mais dans d'autres paysages voués à la conservation à travers toute l'Afrique. Si ceux

dont le mandat consiste à conserver la biodiversité ne s'intéressent pas aux menaces que le secteur de l'élevage associe, à tort ou à raison, à la faune sauvage et aux maladies, il est probable que, dans bien des régions du monde, l'idée des aires protégées et des ACT sera vouée à l'échec.

Les ACT d'Afrique australe fournissent sans doute d'excellents modèles dans le cadre desquels étudier et atténuer les tensions politiques et sociales entre la conservation de la biodiversité et l'élevage dans la grande région. Le faire avec efficacité est essentiel au succès de la conservation de la biodiversité, de la santé publique et de l'agrobiosécurité.

Nous devons continuer d'apprendre de disciplines avec lesquelles nous n'avons peut-être pas assez bien communiqué ou consciemment collaboré jusqu'ici si nous voulons abattre les barrières sectorielles que le langage et le vocabulaire techniques ont toujours contribué à renforcer.

Que nous considérons une matrice d'utilisation des sols vaste, complexe et internationale telle que les ACT ou de petites aires protégées isolées et entourées d'un océan d'activités humaines, ces questions méritent beaucoup plus d'attention que les communautés de la conservation ou du développement ne leur en ont accordé à ce jour. Avec toute la prudence qui s'impose face aux difficultés complexes auxquelles sont confrontés les espaces et les personnes dont nous nous soucions et avec les ressources suffisantes pour combler les lacunes des connaissances, l'application de l'approche « Une seule et unique santé » en Afrique australe et au-delà est certainement à notre portée. ■

Steve Osofsky est Directeur, Wildlife Health Policy de la Wildlife Conservation Society et membre du Groupe de spécialistes de la santé des espèces sauvages de l'UICN.

AHEAD a été lancé à l'occasion du Congrès mondial sur les parcs de Durban, Afrique du Sud, en 2003. Pour de plus amples informations, y compris l'ouvrage *As the Fences Come Down: Emerging Concerns in Transfrontier Conservation Areas*, voir www.wcs-ahead.org